

COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS



Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture



Organisation
mondiale de la Santé

F

Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie - Tél: (+39) 06 57051 - Fax: (+39) 06 5705 4593 - E-mail: codex@fao.org - www.codexalimentarius.net

REP11/AFRICA

PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES

COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS

*Trente-quatrième session
Genève, Suisse, 4-9 juillet 2011*

RAPPORT DE LA DIX-NEUVIÈME SESSION DU COMITÉ FAO/OMS DE COORDINATION POUR L'AFRIQUE

Accra, Ghana, 1^{er} - 4 février 2011

RÉSUMÉ ET CONCLUSIONS

La dix-neuvième session du comité FAO/OMS de coordination pour l'Afrique a abouti aux conclusions suivantes:

QUESTIONS SOUMISES À L'EXAMEN DE LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS À SA TRENTE-QUATRIÈME SESSION ET AU COMITÉ EXÉCUTIF À SA SOIXANTE-CINQUIÈME SESSION:

Le Comité de coordination:

- n'a formulé aucune recommandation particulière quant à la nécessité de nouvelles orientations concernant la traçabilité/le traçage des produits (paragraphe 8-12);
- est convenu de soumettre plusieurs recommandations relatives aux mesures que la Commission et la FAO/OMS pourraient mettre en œuvre en ce qui concerne les normes privées sur la sécurité sanitaire des aliments (paragraphe 13-21);
- a observé qu'il était nécessaire d'élaborer une norme mondiale sur le fromage fondu, mais que si ce n'était pas possible, il convenait de mettre au point une norme régionale pour l'Afrique (paragraphe 22-23);
- a pris note des commentaires écrits soumis au sujet des activités 4.5 et 5.5 et a observé que des mécanismes avaient été établis pour promouvoir la coordination interdisciplinaire au niveau national conformément à l'activité 4.5, et renforcer la participation des ONG au niveau national conformément à l'activité 5.5 (paragraphe 24);
- a fourni des informations en réponse au questionnaire visant à recueillir des suggestions en vue de l'élaboration du Plan stratégique du Codex pour 2013 – 2018 (paragraphe 25-32);
- n'a pas donné son appui aux solutions proposées pour limiter la participation aux groupes de travail traditionnels (paragraphe 33-34);
- est convenu qu'il fallait progressivement privilégier les objectifs 2 et 3 du Fonds fiduciaire du Codex par rapport à l'objectif 1; qu'il était nécessaire de renforcer les capacités en complément des activités de base de la FAO et de l'OMS; qu'il convenait de mettre en place un mécanisme pour aider les pays sortis du Fonds à continuer de bénéficier de son soutien; qu'il convenait de conserver les critères actuels; et que la durée de vie du Fonds devait être étendue (paragraphe 43-50); et
- est convenu à l'unanimité que le Cameroun devrait être nommé coordonnateur régional pour l'Afrique (paragraphe 81-84).

AUTRES QUESTIONS

Le Comité de coordination:

- a remercié la FAO et l'OMS pour leur appui au renforcement des capacités et la fourniture d'avis scientifiques (paragraphe 35-42);
- est convenu que le coordonnateur (le Ghana) effectuerait une évaluation de la mise en œuvre du plan stratégique du CCAFRICA qui fera l'objet de discussion en marge de la trente-quatrième session du Comité du Codex afin de voir comment renforcer la mise en œuvre du plan stratégique pour le CCAFRICA (paragraphe 58);
- a échangé des informations sur les systèmes nationaux de contrôle des aliments, la participation des consommateurs à l'établissement des normes Codex, l'utilisation des normes Codex au niveau national et régional, et les questions relatives à la nutrition dans la région (paragraphe 59-80).

TABLE DES MATIÈRES

Paragraphes

INTRODUCTION -----	1
OUVERTURE DE LA SESSION -----	2-4
ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR -----	5-6
QUESTIONS SOUMISES PAR LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS ET D'AUTRES COMITÉS DU CODEX -----	7-34
Traçabilité/traçage des produits -----	8-12
Normes privées -----	13-21
Fromage fondu -----	22-23
Élaboration du Plan stratégique pour 2013 – 2018 -----	25-32
Nouvelles options pour les groupes de travail traditionnels -----	33-34
MISE EN ŒUVRE DU PLAN STRATÉGIQUE 2008-2013-----	24
ACTIVITÉS DE LA FAO ET DE L'OMS COMPLÉTANT LES TRAVAUX DE LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS -----	35-42
PROJET ET FONDS FIDUCIAIRE FAO/OMS À L'APPUI D'UNE PARTICIPATION RENFORCÉE AU CODEX-----	43-51
ACTIVITÉS DES AUTRES ORGANISATIONS INTERNATIONALES/RÉGIONALES -----	52-54
ÉTAT DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN STRATÉGIQUE DU CCAFRICA -----	55-58
INFORMATIONS SUR LES SYSTÈMES NATIONAUX DE CONTRÔLE DES DENRÉES ALIMENTAIRES, LA PARTICIPATION DES CONSOMMATEURS À L'ÉLABORATION DES NORMES ALIMENTAIRES ET L'UTILISATION DE NORMES DU CODEX AU NIVEAU NATIONAL -----	59-73
QUESTIONS RELATIVES À LA NUTRITION AUX NIVEAUX NATIONAL ET RÉGIONAL -----	74-80
NOMINATION DU COORDONNATEUR-----	81-84
AUTRES QUESTIONS ET TRAVAUX FUTURS	
Amis du Président sur la ractopamine -----	85
DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE SESSION-----	86

Pages

Annexe I – Liste des participants -----	11
---	----

INTRODUCTION

1. Le Comité FAO/OMS de coordination pour l'Afrique a tenu sa dix-neuvième session à Accra (Ghana) du 1^{er} au 4 février 2011, à l'aimable invitation du Gouvernement ghanéen. La session a été présidée par M. Samuel Sefa-Dedeh, doyen de la faculté des sciences de l'ingénierie de l'Université de Ghana Legon. Ont assisté à la session 176 délégués, conseillers et observateurs représentant 36 États membres, deux membres ayant statut d'observateur extérieurs à la région et quatre organisations internationales. La liste complète des participants, y compris le personnel du Secrétariat et les représentants de la FAO et de l'OMS, est jointe au présent rapport à l'Annexe I.

OUVERTURE DE LA SESSION

2. La session a été ouverte par M. Joseph Yileh Chireh, Ministre de la santé, au nom de M. John Dramani Mahama, Vice-Président de la République du Ghana, qui a souhaité la bienvenue au Ghana aux participants à la dix-neuvième session du Comité de coordination du Codex pour l'Afrique (CCAFRICA) et a fait observer que la session offrait une occasion unique de s'attaquer aux problèmes auxquels le continent était confronté dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments. Il a noté par ailleurs qu'en dépit des efforts déployés par les gouvernements et les institutions multilatérales et bilatérales, les systèmes nationaux de contrôle des aliments présentaient toujours des faiblesses en Afrique et a souligné qu'il y allait de la responsabilité commune et de la participation de toutes les parties prenantes. Il a fait ressortir que pour améliorer la sécurité sanitaire des aliments dans la région, les gouvernements et les organismes donateurs devaient allouer davantage de ressources financières aux activités du CCAFRICA afin de garantir de réelles avancées et qu'il était nécessaire que les gouvernements et les organismes africains montrent leur engagement en appuyant les activités du Codex à l'échelon national. Il a également souligné que les activités de la Commission du Codex Alimentarius évoluaient et que l'Afrique ne pouvait pas se permettre de prendre du retard; il a en outre félicité le Bureau interafricain pour les ressources animales de l'Union africaine (UA/BIRA), qui contribue à la coordination des positions africaines sur certaines questions liées au Codex.

3. Pour conclure, M. Joseph Yileh Chireh a noté qu'à sa prochaine session, le CCAFRICA aurait un nouveau coordonnateur, rôle que le Ghana était honoré de remplir pur la présente session. Il a indiqué que la coopération de divers États Membres avait redonné de l'élan aux efforts déployés pour amener le CCAFRICA à son niveau actuel, que la région était à un moment décisif de son histoire et qu'il était impératif que le prochain coordonnateur prenne des initiatives éclairées.

4. Mme Hannah Clarendon et M. Daniel Kertesz ont souhaité la bienvenue aux délégués au nom de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) respectivement.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR (Point 1 de l'ordre du jour)¹

5. Le Comité a accepté la proposition du Président de rendre compte de la réunion des « Amis du Président » sur la ractopamine au titre du point 7 de l'ordre du jour provisoire (Autres questions et travaux futurs).

6. Le Comité a adopté l'ordre du jour provisoire comme ordre du jour de sa session, ainsi que la proposition ci-dessus.

QUESTIONS SOUMISES PAR LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS ET D'AUTRES COMITÉS DU CODEX (Point 2a de l'ordre du jour)

MISE EN ŒUVRE DU PLAN STRATÉGIQUE DU CODEX POUR 2008-2013 (Point 2b de l'ordre du jour)²

7. Le Comité a pris note des questions soumises par la Commission du Codex Alimentarius à ses trente-deuxième et trente-troisième sessions, par le Comité exécutif de la Commission du Codex Alimentarius à sa soixante-quatrième session et par le Comité du Codex sur les principes généraux à sa vingt-sixième session, dont un résumé est donné dans le document de travail. Il s'est penché en particulier sur les points suivants:

¹ CX/AFRICA 11/19/1.

² CX/AFRICA 11/19/2, CL 2010/43-AFRICA, CX/AFRICA 11/19/2-Add.1 (observations du Mali et de la FIL) et documents de séance CRD 1 (observations du Ghana), CRD 2 (observations de l'IFT), CRD 5 (observations de l'Ouganda), CRD 7 (observations du Nigéria), CRD 8 (observations du Kenya), CRD 11 (observations du Cameroun).

Traçabilité/traçage des produits

8. Donnant suite à la demande de la Commission, à sa trente-deuxième session, le Comité s'est interrogé sur la nécessité de nouvelles orientations concernant la traçabilité/le traçage des produits.

9. Certaines délégations, notant que la version actuelle des *Principes applicables à la traçabilité/au traçage des produits en tant qu'outil d'un système d'inspection et de certification des denrées alimentaires* avait un caractère très général, étaient d'avis que de nouvelles orientations plus pratiques étaient nécessaires dans le cadre du Codex aux fins du contrôle des aliments à l'échelon national, en particulier pour les produits alimentaires non emballés. Il a été suggéré de suivre l'approche déjà adoptée pour l'application du système HACCP.

10. Plusieurs délégations ont souligné que les pays ne devaient pas se concentrer uniquement sur la sécurité sanitaire et la qualité des exportations, mais qu'ils devaient chercher à assurer en priorité la sécurité sanitaire des aliments destinés à la consommation intérieure afin de protéger la santé de leurs consommateurs, y compris par un contrôle adéquat des importations.

11. Le représentant de la FAO a indiqué que la FAO et l'OMS étaient prêtes à œuvrer avec les pays afin d'élaborer des orientations spécifiquement adaptées à leurs besoins aux niveaux national ou régional et pour mettre ainsi en œuvre la traçabilité/le traçage des produits dans le cadre de systèmes de contrôle des aliments. L'observateur de l'Union africaine a également appelé l'attention du Comité sur la nécessité de coordonner les activités de coopération sur divers aspects des systèmes de contrôle des aliments, y compris la traçabilité.

12. Le Comité est convenu d'informer la Commission du débat ci-dessus et n'a formulé aucune recommandation particulière.

Normes privées

13. Le Comité a examiné la question des normes privées en tenant compte des réponses aux questions figurant dans le document CL 2010/43-AFRICA et des interventions connexes.

Question 1 – Les producteurs/transformateurs de denrées alimentaires dans votre pays ont-ils rencontré des problèmes pour respecter les normes privées?

14. Plusieurs Membres ont informé le Comité qu'en raison de la nature plus stricte et plus prescriptive des normes privées, leur mise en application était difficile, en particulier pour les petits agriculteurs, ce qui contribuait à limiter l'accès de ces derniers aux marchés. Les Membres se sont également interrogés sur le manque de transparence dans l'élaboration des normes privées et sur l'absence d'harmonisation entre ces instruments. Ils ont réaffirmé que toutes les normes de sécurité sanitaire des aliments devraient être en harmonie avec celles du Codex.

Question 2 – Quelles conséquences financières l'application des normes privées entraînent-elles, en particulier pour les PME?

15. En règle générale, les incidences financières étaient liées au coût élevé de la certification, surtout pour les petits exploitants, ce qui contribuait à limiter leur accès aux marchés. Par ailleurs, l'assistance et la formation aux agriculteurs avaient un coût très élevé.

Question 3 – Quelles mesures ont été prises pour surmonter/atténuer les problèmes posés par l'application de normes privées?

16. Il a été noté que plusieurs mesures avaient été mises en place par certains Membres pour venir en aide aux petits exploitants, à savoir, notamment, assistance financière, formation et organisation de groupements de producteurs pour permettre une certification collective. Ces interventions avaient un caractère public ou faisaient l'objet de partenariats public-privé.

Question 4 – Que devrait faire le CAC/FAO/OMS au regard des normes privées?

17. Prenant note des inquiétudes liées aux normes privées et de leurs incidences, le Comité est convenu de soumettre la recommandation suivante à la Commission:

18. Compte tenu du principe énoncé à l'alinéa b) de l'article premier des Statuts de la Commission du Codex Alimentarius, à savoir « *Promouvoir la coordination de tous les travaux en matière de normes alimentaires entrepris par des organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales* », il

est recommandé à la Commission de favoriser la coordination avec les organismes de normalisation privés en créant un groupe de travail physique ou un dispositif qui examinerait les questions soulevées par l'impact des normes privées, notamment sur les petits exploitants agricoles, et qui pourrait favoriser le dialogue avec ces organismes extérieurs.

19. Le Secrétariat a précisé que les organisations non gouvernementales (ONG) pouvaient participer aux travaux du Codex si elles répondaient aux critères d'octroi du statut d'observateur au sein du Codex.

20. Le représentant de l'OMC a informé le Comité que les normes privées faisaient actuellement l'objet d'un débat au sein du Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) de l'OMC. En 2008, ce Comité avait créé un groupe de travail spécial sur les normes privées liées aux mesures SPS, pour permettre des débats plus structurés sur ces normes au sein du Comité SPS. Ce groupe de travail s'est penché sur la question des normes privées liées aux mesures SPS et des travaux que le Comité pourrait entreprendre, en s'appuyant sur une enquête par questionnaire sur les effets des normes privées liées aux mesures SPS, un document de synthèse des réponses à ce questionnaire et un rapport sur les mesures que le Comité SPS pourrait prendre au regard des normes privées. En mars 2011, dans son rapport final, le groupe de travail spécial présentera au Comité, pour approbation, six mesures visant à définir le champ d'application des normes privées liées aux mesures SPS et à faciliter l'échange d'informations. Par ailleurs, le Comité SPS examinera les autres points sur lesquels le groupe de travail n'a pu dégager un consensus et il étudiera la manière de traiter la question des normes privées à l'avenir. D'autres informations sur les documents relatifs aux normes privées liées aux mesures SPS qui ont été présentés au Comité SPS, peuvent être obtenues au moyen du Système de gestion des renseignements SPS de l'OMC (<http://spsims.wto.org>).

21. Le Comité a pris note des travaux en cours au sein du Comité SPS de l'OMC et a recommandé à la Commission de poursuivre sa collaboration étroite avec l'OMC sur cette question.

Fromage fondu

22. Le Comité a rappelé que la Commission, à sa trente-troisième session, avait renvoyé sa décision concernant l'interruption des travaux d'élaboration d'une norme pour le fromage fondu et demandé aux comités de coordination compétents d'étudier la nécessité d'une norme régionale et d'en définir le champ d'application, le cas échéant.

23. Certaines délégations ont indiqué qu'elles étaient favorables à l'élaboration d'une norme mondiale, mais que si ce n'était pas possible, il convenait de mettre au point une norme régionale pour l'Afrique servant de base pour des normes nationales qui faciliteraient la production et le commerce de fromage fondu.

Plan stratégique pour 2008 - 2013

Activités 4.5 et 5.5

24. Le Comité a noté que, comme il ressort des observations reçues, plusieurs pays avaient établi des mécanismes pour promouvoir la coordination interdisciplinaire au niveau national conformément à l'activité 4.5, et renforcer la participation des ONG au niveau national conformément à l'activité 5.5. Il a également rappelé que la question de la participation des ONG était traitée dans le cadre du Plan stratégique pour l'Afrique.

Élaboration d'un nouveau Plan stratégique pour 2013 – 2018

25. Le Comité a examiné les questions posées dans le cadre de la lettre circulaire CL 2010/43-AFRICA, en vue de l'élaboration du Plan stratégique révisé, et a formulé les observations et recommandations suivantes.

Question a)

26. Le Comité est convenu que les cinq objectifs du Plan stratégique étaient encore pertinents et devraient être maintenus, et il a noté que l'ajout d'un nouvel objectif concernant le traitement des nouveaux problèmes de sécurité sanitaire des aliments découlant par exemple des nouvelles technologies et du changement climatique avait été proposé.

Question b)

27. Le Comité est convenu qu'il serait utile d'inclure des indicateurs mesurables dans le Plan stratégique, de maintenir le mode de présentation actuel et de suivre les activités en cours.

Question c)

28. Plusieurs délégations ont souligné que l'une des principales difficultés tenait à la prolifération des normes privées qui étaient parfois plus strictes que les normes du Codex sans justification scientifique, et ont évoqué les recommandations formulées plus tôt à ce sujet au titre du présent point de l'ordre du jour.

29. Certaines délégations ont indiqué que les pays en développement étaient confrontés à plusieurs défis importants: la mise en application des normes Codex au niveau national; la nécessité d'un soutien politique pour le traitement des problèmes liés à la sécurité sanitaire des aliments; la nécessité de produire des données scientifiques pour renforcer la contribution des pays en développement au processus sur une base scientifique; et l'application de l'analyse des risques par les pays. Le Comité a reconnu qu'il fallait que la FAO et l'OMS poursuivent leurs activités de renforcement des capacités dans ces domaines afin d'assurer une meilleure participation à l'ensemble du processus du Codex.

Question d)

30. Outre les questions recensées dans le cadre du point c), certaines délégations ont proposé d'entreprendre une évaluation de la participation des pays en développement. Il a été noté que cette question serait examinée lors de l'examen du Fonds fiduciaire.

Question e)

31. Le Comité a pris note d'une proposition concernant la révision de la procédure actuelle à l'étape 8 pour accélérer le processus d'élaboration des normes.

Question f)

32. L'observateur de l'Union africaine a informé le Comité du programme de l'Union africaine concernant l'analyse des risques liés au changement climatique dans la mesure où celui-ci affecte la sécurité sanitaire des aliments, y compris l'apparition de nouveaux ravageurs et les risques associés d'une utilisation accrue de produits chimiques, la promotion de l'échange d'informations entre les pays de la région et la création de centres d'excellence.

Nouvelles options pour les groupes de travail traditionnels

33. De nombreuses délégations ont été de l'avis que la participation aux groupes de travail devait rester ouverte à tous les Membres. S'agissant de la taille de ces groupes, il a été suggéré d'envisager de limiter le nombre des délégués par pays, plutôt que celui des délégations par région. Plusieurs Membres ont fait part de leur préoccupation concernant l'opportunité et la possibilité pratique de désigner des représentants régionaux, sachant qu'il y avait plusieurs sous-régions. S'agissant du financement, le représentant de l'OMS a précisé qu'il était déjà possible d'obtenir un financement pour participer aux réunions des comités ou des groupes de travail par le biais du Fonds fiduciaire du Codex et qu'il revenait aux pays de décider à quelle réunion ils souhaitaient participer.

34. Le Comité a conclu qu'il ne donnait pas son appui aux solutions proposées pour limiter la participation aux groupes de travail.

ACTIVITÉS DE LA FAO ET DE L'OMS COMPLÉTANT LES TRAVAUX DE LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS (Point 3a de l'ordre du jour)³

35. Le représentant de la FAO a présenté les nouvelles activités de la FAO intéressant les Membres: élaboration et mise à l'essai de nouvelles orientations concernant les programmes de contrôle des importations alimentaires, lancement du programme EMPRES-Sécurité sanitaire des aliments et assistance technique pour une gestion améliorée des situations d'urgence dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments au niveau national et investissement dans les programmes de contrôle des aliments ainsi que leur référencement. Le représentant a donné d'autres exemples de soutien technique dont les Membres peuvent bénéficier, comme par exemple le renforcement des comités nationaux du Codex, la mise en place de systèmes de contrôle des aliments fondés sur le risque et l'amélioration des services techniques en rapport avec le contrôle des aliments, le soutien à certaines chaînes de valeur afin de permettre la mise en œuvre de normes du Codex, et le renforcement du partage des informations relatives aux mesures SPS et aux normes alimentaires entre les parties prenantes concernées. En réponse aux demandes des États Membres, des précisions ont été données sur les mécanismes d'accès à l'assistance technique de la FAO.

³ CX/AFRICA 11/19/4, CRD 7 (Observations du Nigéria).

36. Le représentant de l'OMS a rappelé au Comité que les avis scientifiques fournis par la FAO et l'OMS jouaient un rôle primordial non seulement dans l'élaboration des normes de sécurité sanitaire du Codex, mais aussi dans le processus décisionnel aux niveaux national et régional. Les produits du programme d'avis scientifiques sont librement accessibles sur les sites web de la FAO et de l'OMS, et des efforts sont entrepris pour améliorer leur accessibilité.

37. Des exemples des activités en cours ont été cités et de brèves explications ont été données sur la façon de demander des avis scientifiques et d'y contribuer. Dans ce contexte, il a été souligné qu'il importait de travailler par l'intermédiaire des comités du Codex respectifs et de leurs groupes de travail sur les priorités, et de répondre aux demandes de données de manière plus complète et plus rapide. Le Comité a été avisé que les renseignements relatifs aux demandes de données étaient largement diffusés et adressés également aux points de contact du Codex; il était donc impératif que ces demandes soient transmises aux personnes et aux institutions ou organisations susceptibles d'avoir des données à soumettre.

38. Un projet visant à améliorer la base de données des avis scientifiques a été mentionné brièvement. Il donnera lieu à une enquête sur les types et les quantités de mycotoxines observés dans le sorgho, le but étant d'évaluer si une norme Codex s'impose pour ce produit important.

39. Le représentant de l'OMS a aussi informé le Comité que l'Assemblée mondiale de la santé avait adopté, à sa soixante-troisième session, la résolution WHA63.3 portant sur la promotion d'initiatives en faveur de la sécurité sanitaire des aliments, ainsi que différents documents d'orientation régionale sur les activités relatives à la sécurité sanitaire des aliments. La capacité à réaliser une surveillance en laboratoire des maladies d'origine alimentaire a été renforcée dans plusieurs pays et des centres d'excellence ont été mis en place dans trois pays. Vingt-huit pays ont évalué leurs systèmes et programmes de contrôle des aliments dans le but de définir des politiques. Un soutien a été fourni afin de permettre aux pays de renforcer les mécanismes de coordination, y compris les points de contact nationaux du Codex. D'autres activités de sécurité sanitaire des aliments ont été menées dans différents pays à l'aide des cinq clés de l'OMS pour des aliments plus sûrs.

40. Des activités de formation ont été menées dans divers domaines de la sécurité sanitaire des aliments, notamment le système HACCP, la surveillance des maladies d'origine alimentaire et plusieurs lignes directrices ont été élaborées pour faciliter le renforcement des capacités.

41. Au cours des débats qui ont suivi, les délégations ont partagé leurs expériences et demandé des éclaircissements sur différents points, comme par exemple l'évaluation des systèmes de sécurité sanitaire des aliments et le renforcement des capacités des laboratoires. Il a été demandé de coordonner les activités de l'OMS et de la FAO dans les pays en vue d'une utilisation efficace des ressources.

42. Le Comité a remercié la FAO et l'OMS du soutien qu'elles apportent aux Membres de la région en matière de renforcement des capacités.

PROJET ET FONDS FIDUCIAIRE FAO/OMS A L'APPUI D'UNE PARTICIPATION RENFORCÉE AU CODEX (Point 3b de l'ordre du jour)⁴

43. Le représentant de l'OMS a présenté ce point en rappelant que la Commission, à sa trente-troisième session, et le Comité exécutif, à sa soixante-quatrième session, s'étaient prononcés sur cinq questions stratégiques dans le cadre de l'évaluation à mi-parcours du Fonds fiduciaire du Codex, leurs conclusions figurant à l'annexe 1 du document CL 2010/43-AFRICA.

44. Le Comité a noté que ses propres délibérations sur les questions stratégiques pourraient être utiles à la FAO et à l'OMS pour orienter la planification et la mise en œuvre des activités du Fonds au cours des six prochaines années.

Question 1

45. Le Comité est convenu qu'il fallait progressivement privilégier les objectifs 2 et 3 par rapport à l'objectif 1, étant entendu que, même si la participation aux travaux du Codex était en hausse, il convenait de la renforcer encore et que les objectifs 2 et 3 pourraient contribuer à une participation plus efficace et de meilleure qualité. Il a noté toutefois que l'objectif 1 conservait toute son importance au vu des disparités entre les Membres de la région, sur le plan de leur développement.

⁴ CL 2010-43-AFRICA, CX/AFRICA 11/19/5 (observations du Mali), CRD 5 (observations de l'Ouganda), CRD 7 (observations du Nigéria), CRD 8 (observations du Kenya).

Question 2

46. Le Comité est convenu qu'il fallait prendre des dispositions concernant des activités de renforcement des capacités, indiquant cependant que celles-ci devaient venir en complément des activités de base de la FAO et de l'OMS dans ce domaine et qu'elles ne devaient pas faire double emploi.

Question 3

47. Le Comité a reconnu la nécessité de mettre en place un mécanisme pour aider les pays sortis du Fonds à continuer de bénéficier de son soutien. Ce mécanisme pourrait prendre la forme de contributions partagées et financées à part égale par le Fonds fiduciaire du Codex et les gouvernements nationaux. Ce soutien devrait toutefois être réservé aux pays sortis du Fonds qui en sont le plus dignes et qui pourraient être sélectionnés sur la base de critères plus spécifiques comme, par exemple, la réponse en temps et heure aux lettres circulaires et leur assiduité aux réunions du Codex. La possibilité d'un jumelage entre pays plus expérimentés et pays manquant d'expérience a aussi été envisagée pour diffuser l'expertise acquise grâce à la participation aux travaux du Codex.

48. Certaines délégations se sont interrogées sur la communication du Fonds fiduciaire du Codex avec les Membres, en vue de les alerter sur leur sortie prochaine du Fonds, en indiquant que cette information pourrait être utile pour garantir la continuité du soutien de leur gouvernement concernant leur participation aux travaux du Codex. Il a toutefois été noté que s'il était important d'assurer une bonne communication entre le Fonds fiduciaire et les États Membres, il était aussi de la responsabilité des Membres de vérifier qu'ils avaient bien compris les conditions du Fonds et qu'ils connaissaient la date de leur sortie.

Question 4

49. Le Comité est convenu qu'il convenait de conserver les critères actuels. Une délégation a toutefois proposé que le fardeau économique de la maladie soit pris en compte, en particulier pour les pays gravement touchés par le VIH du point de vue budgétaire.

Question 5

50. L'extension de la durée de vie du Fonds a recueilli l'assentiment général, étant entendu que les pays les moins développés devraient être les premiers à en bénéficier.

Généralités

51. Plusieurs délégations se sont dites préoccupées par le fonctionnement du secrétariat du Fonds. Il leur a été indiqué qu'un employé supplémentaire avait été recruté afin de prêter main forte à la gestion courante du Fonds.

ACTIVITÉS DES AUTRES ORGANISATIONS INTERNATIONALES/RÉGIONALES (Point 3c de l'ordre du jour)⁵

52. L'observateur de l'Union africaine (UA), se référant au rapport de l'UA figurant dans le document CX/AFRICA 11/19/6, a mis l'accent sur le projet de participation des nations africaines aux activités des organisations chargées d'élaborer des normes sanitaires et phytosanitaires (PAN/SPSO) mis en œuvre conjointement par le Bureau interafricain pour les ressources animales (UA-BIRA), le Conseil phytosanitaire interafricain (UA-CPI) et sept Communautés économiques régionales (CER) africaines, et qui vise à faciliter une participation effective des pays africains aux activités du Codex, de l'OIE et de la CIPV. Ce projet a contribué à l'établissement d'un mécanisme de coordination des positions sur les normes de santé animale, de protection des végétaux et de sécurité sanitaire des aliments; grâce à lui, des positions communes ont pu être présentées aux Comités du Codex sur les contaminants dans les aliments et sur les résidus de pesticides, respectivement. Le représentant de l'Union africaine a également informé le Comité que l'Union africaine mettait actuellement en place un secrétariat qui aurait pour mission de faciliter la coordination des questions liées au Codex. Concernant le financement des activités SPS dans la région, le Comité a été informé de l'existence en Afrique du PPDA et d'un mécanisme destiné à établir des partenariats afin de soutenir des activités dans tous les domaines y compris celui de la nutrition, cela étant administré par les CER.

53. La délégation de l'Union européenne a également informé le Comité de ses activités dans la région, à l'appui en particulier du projet PAN/SPSO et de l'initiative « Une meilleure formation pour des aliments plus sûrs », activités décrites dans le document CRD 6. La délégation a noté que des ressources étaient

⁵ CX/AFRICA 11/19/6 (Rapport de l'UA (BARI)), CRD 6 (observations de l'Union européenne).

disponibles pour le renforcement des capacités et l'apport d'une aide à la région, mais qu'une meilleure coordination s'imposait.

54. L'observateur de l'OMC a présenté au Comité quelques-unes des activités programmées par son organisation, notamment une formation avancée de trois semaines sur l'Accord SPS (Genève, octobre 2011) et deux ateliers régionaux de quatre jours pour l'Afrique en 2011. Le Comité a été informé que des informations complémentaires seraient communiquées aux participants lors du séminaire FANDC/OMC organisé durant la présente session du CCAFRICA.

ÉTAT DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN STRATÉGIQUE DU CCAFRICA (Point 4a de l'ordre du jour)⁶

55. Le Comité a rappelé qu'à sa dernière session, il était convenu d'un certain nombre d'activités prioritaires pour la mise en œuvre du Plan stratégique, avait adopté un mode de présentation pour les rapports nationaux sur la mise en œuvre du Plan et avait décidé que le Coordonnateur préparerait un rapport de synthèse sur l'état d'avancement de cette mise en œuvre, pour examen à la session suivante.

56. En tant que coordinateur, la délégation du Ghana a présenté son rapport sur la mise en œuvre du Plan stratégique, en insistant sur les points les plus importants et les principales réalisations, à savoir:

- Un site web avait été créé pour le CCAFRICA pour assurer une meilleure coordination sur des questions intéressant la région et faciliter l'échange d'informations.
- Des groupes de travail avaient été créés pour examiner des questions liées au Comité sur les contaminants dans les aliments, au Comité sur les résidus de pesticides et au Comité sur l'hygiène alimentaire, et des experts régionaux dans ces différents domaines avaient été identifiés.
- Plusieurs questions exigeant des compétences spécialisées avaient été recensées à l'occasion des réunions des points de contact du Codex organisées par le Bureau interafricain pour les ressources animales de l'Union africaine à Nairobi, en 2009 et avant la session en cours, dans les domaines suivants: (i) poissons et produits de la pêche, (ii) fruits et légumes frais, (iii) additifs alimentaires et (iv) étiquetage des denrées alimentaires.

57. La délégation du Ghana a également évoqué le rapport national annuel présenté dans le document de séance CRD 13 et faisant le point sur les informations fournies par plusieurs pays concernant les structures nationales du Codex, la participation aux réunions du Codex et la contribution aux groupes de travail, les activités du Codex appuyées par la FAO et l'OMS, les questions nationales exigeant des compétences spécialisées, les besoins en matière de renforcement des capacités et d'autres activités du Codex dans la région.

58. Le Comité a adressé ses remerciements au Ghana pour les rapports établis et il est convenu que les pays de la région devraient se réunir à l'occasion d'un événement qui se tiendrait parallèlement à la trente-quatrième session de la Commission (juillet 2011) afin de procéder à un examen plus approfondi de la mise en œuvre du Plan stratégique. À cette fin, le Président a encouragé les délégations qui n'avaient pas encore soumis leurs rapports à le faire dès que possible pour faciliter l'évaluation et le suivi de la mise en œuvre.

COMMENTAIRES ET INFORMATIONS SUR LES SYSTÈMES NATIONAUX DE CONTRÔLE DES DENRÉES ALIMENTAIRES, LA PARTICIPATION DES CONSOMMATEURS À L'ÉLABORATION DES NORMES ALIMENTAIRES ET L'UTILISATION DE NORMES DU CODEX AU NIVEAU NATIONAL (Point 4b de l'ordre du jour)⁷

59. Le Comité a été informé des évolutions récentes concernant les systèmes nationaux de contrôle des aliments, la participation des consommateurs et l'utilisation des normes du Codex, présentées sous forme

⁶ CX/AFRICA 11/19/7, CX/AFRICA 11/19/7-Add.1 (observations du Bénin, du Mali, de la Mauritanie, des Seychelles et de la Zambie) et documents de séance CRD 1 (observations du Ghana), CRD 2 (observations de la Somalie), CRD 4 (observations de l'Angola), CRD 5 (observations de l'Ouganda), CRD 7 (observations du Nigéria), CRD 9 (observations du Burkina Faso), CRD 10 (observations du Malawi), CRD 11 (observations du Cameroun), CRD 12 (observations de l'Afrique du Sud), CRD 13 (rapport national annuel établi par le Ghana).

⁷ CL 2010/45-AFICA, CX/AFRICA 11/19/8 (observations du Bénin, du Mali, de la Mauritanie, des Seychelles et de la Zambie), CRD 1 (observations du Ghana), CRD 2 (observations de la Somalie), CRD 4 (observations de l'Angola), CRD 5 (observations de l'Ouganda), CRD 7 (observations du Nigéria), CRD 9 (observations du Burkina Faso), CRD 10 (observations du Malawi), CRD 11 (observations du Cameroun), CRD 12 (observations de l'Afrique du Sud).

d'observations écrites et d'exposés oraux durant la session. Les principales informations et questions abordées au cours des délibérations sont résumées ci-après.

Systèmes de contrôle des aliments

60. Certaines délégations ont indiqué que leur pays avait mis en place une autorité unique chargée de la sécurité sanitaire des aliments, en particulier dans la sous-région de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), en s'appuyant sur les recommandations de l'UEMOA. Dans d'autres pays, cette question relève de la responsabilité de plusieurs entités, notamment les ministères de l'agriculture, de la santé, du commerce et des pêches ainsi que le bureau national de normalisation. Dans certains cas, le mécanisme de coordination des textes de loi visant la sécurité sanitaire des aliments était aussi utilisé dans le contexte du Codex et dans le but d'élaborer les positions nationales. Certaines délégations ont fait état des difficultés rencontrées pour structurer un système efficace de contrôle des aliments en raison de la fragmentation des responsabilités entre divers organismes officiels et du manque de coordination.

61. Une autre question importante évoquée par plusieurs pays touchait à la difficulté de créer et de maintenir en état des laboratoires de contrôle des aliments, et d'obtenir leur accréditation. Certaines délégations ont indiqué que le programme de l'UEMOA relatif à la qualité des aliments aidait les pays de la sous-région pour l'accréditation de leurs laboratoires.

62. Certaines délégations, soulignant que leurs pays respectifs étaient surtout importateurs de produits alimentaires, ont attiré l'attention du Comité sur les problèmes et exigences spécifiques liés au renforcement des capacités en matière de contrôle des importations.

63. Plusieurs pays ont déclaré avoir bénéficié de l'aide de la FAO ou de l'OMS pour élaborer ou actualiser leur législation sur les denrées alimentaires et mettre en place un système de contrôle des aliments (ainsi qu'indiqué au point 3 de l'ordre du jour). En outre, le Comité a été informé d'initiatives sous-régionales comme le programme qualité de l'UEMOA, l'élaboration de normes régionales et le recensement des laboratoires dans les pays de la Communauté de l'Afrique de l'Est.

Structures nationales du Codex

64. Le Comité a noté que la majorité des pays s'étaient dotés d'une structure nationale du Codex sous la forme d'un comité Codex national ou d'un comité national responsable des questions de législation sur les aliments, y compris les questions découlant du Codex, ou qu'ils étaient en passe d'établir de tels mécanismes.

65. Certains pays ont informé le Comité que leur comité Codex national était organisé en sous-comités alignés sur les sujets traités par les Comités du Codex et qu'ils faisaient appel à tous les experts et parties prenantes dans chacun de ces domaines.

66. Certaines délégations ont indiqué qu'elles avaient créé un comité Codex national mais qu'elles avaient besoin d'une assistance technique pour en améliorer le fonctionnement et, plus particulièrement, pour renforcer la coordination entre les autorités officielles et les parties prenantes. Il a été noté que plusieurs pays avaient bénéficié de formations organisées par la FAO ou par l'OMS pour renforcer leurs capacités de traiter les questions liées au Codex.

67. Le Comité a reconnu la nécessité de coordonner les activités liées à l'Accord SPS à l'échelle nationale et a noté que de nombreux pays participaient au projet PAN/SPSO du Bureau interafricain pour les ressources animales de l'Union africaine (UA-BARI) sur toutes les questions liées aux mesures SPS, à la santé animale et à la protection des végétaux, ainsi qu'à la sécurité sanitaire des aliments.

68. Concernant la participation des consommateurs, le Comité a noté que de nombreux pays faisaient participer les consommateurs à la coordination des questions touchant au Codex et à l'élaboration de la législation nationale sur la sécurité sanitaire des aliments, en complétant ce dispositif par des campagnes de sensibilisation des consommateurs à la sécurité sanitaire des aliments. Le manque de ressources était le principal frein à la participation des organisations de consommateurs.

Utilisation des normes du Codex

69. Le Comité s'est penché sur l'utilisation des normes du Codex ainsi que recommander par le Comité exécutif après la suppression de la procédure d'acceptation.

70. Le Comité a noté que dans de nombreux pays, les normes du Codex étaient incorporées dans la législation nationale sous la forme de règlements ou de normes volontaires; les domaines évoqués au cours

des débats ont inclus l'hygiène alimentaire, les additifs alimentaires, l'étiquetage des denrées alimentaires, le lait et les produits laitiers. Certaines délégations ont indiqué que les textes du Codex sur l'étiquetage avaient été largement utilisés à l'échelle nationale pour élaborer la réglementation sur l'étiquetage nutritionnel et les allégations relatives à la valeur nutritionnelle et à la santé, en vue de fournir aux consommateurs une information adéquate.

71. Le Comité a noté que certains pays appliquaient également les normes du Codex faute de normes nationales ou comme référence aux fins d'importation et d'exportation à l'échelle régionale.

72. Certaines délégations ont indiqué que le principal frein à l'application des normes du Codex était la méconnaissance de ces normes de la part des industriels et autres parties prenantes. Les difficultés de mise en œuvre s'agissant des capacités d'inspection et des moyens techniques des laboratoires ont également été mises en avant.

73. Le Président a remercié tous les participants de leurs contributions et a rappelé que le Plan stratégique du CCAFRICA visait à suivre les évolutions et identifier les défis et difficultés en vue d'améliorer les systèmes de contrôle des aliments dans la région.

QUESTIONS RELATIVES À LA NUTRITION AUX NIVEAUX NATIONAL ET RÉGIONAL (Point 5 de l'ordre du jour)⁸

74. Le Comité a noté les réponses à la lettre circulaire CL 2010/45-AFRICA et les informations fournies par la FAO et l'OMS dans le document portant la cote CX/AFRICA 11/19/9-Add.1.

75. Le représentant de la FAO a donné des informations sur les activités menées dans le domaine de la composition des aliments (publication d'un tableau de la composition des aliments pour l'Afrique de l'Ouest et cours de formation) ainsi que sur deux projets: l'un au Malawi sur les aliments de complément (régime alimentaire des jeunes enfants enrichis à l'aide d'aliments à teneur élevée en nutriments disponibles localement) et un projet régional financé par l'Allemagne visant à intégrer la nutrition, la sécurité sanitaire des aliments et les moyens d'existence dans les politiques et les programmes régionaux, nationaux et locaux en Afrique subsaharienne.

76. Les représentants de l'OMS ont fait part au Comité des activités visant à réduire le fardeau de la malnutrition, y compris l'adoption de la résolution WHA63.23 portant sur la nutrition des nourrissons et des enfants en bas âge, et les mesures de suivi prises pour sa mise en œuvre. Plusieurs pays ont bénéficié d'un soutien pour effectuer une analyse du panorama et quelques-uns ont révisé leurs stratégies et plans d'action en matière de nutrition. Des ateliers sur l'élaboration des politiques et l'enrichissement de la farine ont été organisés. Des interventions sont en cours pour lutter contre les carences en micronutriments, notamment les carences en fer, en vitamine A et en iode. Il a été noté que deux pays en Afrique allaient conduire des recherches sur l'efficacité de la supplémentation néonatale en vitamine A pour accroître la survie infantile. Les travaux en cours sur la surveillance de la nutrition, les nouvelles normes de croissance de l'OMS et la gestion intégrée de la malnutrition aiguë, ont été mentionnés.

77. En outre, le représentant de l'OMS a fait part au Comité de plusieurs initiatives relatives aux conseils en matière de nutrition et des activités connexes. L'OMS a récemment créé le Groupe consultatif d'experts OMS sur les directives nutritionnelles chargé d'élaborer des directives nutritionnelles conformément au nouveau processus de l'OMS en la matière. Un réseau mondial d'institutions intervenant dans le domaine de la nutrition a été mis en place, et l'OMS est en train d'établir des profils nutritionnels au niveau des pays.

78. Le Comité a remercié la FAO, l'OMS et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) de leur soutien et de leurs travaux dans le secteur de la nutrition et a noté par ailleurs qu'il apprécierait que l'UNICEF soit présent lors de la prochaine réunion du CCAFRICA afin de présenter son travail.

79. Plusieurs délégations ont fait état de la situation nutritionnelle dans leur pays, notamment les problèmes liés à la carence en micronutriments, les maladies dues au mode de vie et la malnutrition, et des programmes mis en œuvre pour y remédier. Il s'agit en particulier de programmes d'enrichissement des aliments, d'iodation du sel, de supplémentation en vitamines et d'alimentation scolaire.

⁸ CX/AFRICA 11/19/9 (observations du Bénin, du Mali, de la Mauritanie et des Seychelles), CX/AFRICA 11/19/9-Add.1), CRD 1 (observations du Ghana), CRD 2 (observations de la Somalie), CRD 4 (observations de l'Angola), CRD 5 (observations de l'Ouganda), CRD 7 (observations du Nigéria), CRD 9 (observations du Burkina Faso), CRD 10 (observations du Malawi), CRD 11 (observations du Cameroun), CRD 12 (observations de l'Afrique du Sud).

80. Le Comité a été en outre mis au courant de l'utilisation des normes Codex sur l'étiquetage nutritionnel et les allégations nutritionnelles. Il a aussi été avisé que de nombreux pays avaient adopté le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel de l'OMS et élaboré des politiques sur l'alimentation des nourrissons et des normes apparentées. Le Comité a noté qu'il restait encore de nombreux problèmes à résoudre sur le plan de l'application de la législation en matière de nutrition, comme par exemple les allégations relatives à la valeur nutritionnelle, qui sont dus notamment à l'absence d'infrastructures et de compétences de laboratoires. Certaines délégations ont toutefois signalé que leur pays avait entrepris d'améliorer les structures de laboratoire, en formant des techniciens et des inspecteurs.

NOMINATION DU COORDONNATEUR (point 6 de l'ordre du jour)⁹

81. Sur proposition de la délégation tanzanienne et avec le soutien d'autres délégations, le Comité a proposé la nomination du Cameroun en tant que coordonnateur. La délégation camerounaise a accepté la nomination et remercié le Comité de son soutien. La délégation s'est engagée à prendre le relais des travaux menés par le Ghana dans le cadre du Plan stratégique pour le CCAFRICA

82. Le Comité est convenu à l'unanimité de recommander à la Commission du Codex Alimentarius de nommer, à sa trente-quatrième session, le Cameroun en qualité de coordonnateur pour l'Afrique.

83. Le Comité a rappelé qu'il avait adopté des directives pour le transfert des fonctions de coordination (ALINORM 09/32/28, Annexe IV) à sa dernière session, et a prié le Ghana et le Cameroun de veiller à les suivre pour garantir un transfert sans discontinuité des fonctions de coordination.

84. Le Comité a remercié le Ghana de l'excellent travail accompli durant ses deux mandats de coordonnateur.

AUTRES QUESTIONS ET TRAVAUX FUTURS (Point 7 de l'ordre du jour)

« Amis du Président » sur la ractopamine

85. Le Président a informé le Comité que le Ghana avait participé à la réunion des « Amis du Président » sur la ractopamine. Il a invité les membres qui souhaitaient apporter d'autres contributions et orientations sur cette activité à consulter le coordonnateur.

DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE SESSION (Point 8 de l'ordre du jour)

86. Le Comité de coordination a été informé que sa vingtième session se tiendrait dans environ deux ans (2013) et que la date et le lieu exacts de cette réunion seraient communiqués aux Membres à un stade ultérieur, après consultation entre le Coordonnateur qui sera nommé par la Commission FAO/OMS du Codex Alimentarius, à sa trente-quatrième session, et le Secrétariat du Codex.

⁹ CX/AFRICA 11/19/9.

**LIST OF PARTICIPANTS
LISTE DES PARTICIPANTS
LISTA DE PARTICIPANTS**

Chairperson: Prof Samuel SEFA-DEDEH
Président Dean, Faculty of Engineering Sciences
Presidente University of Ghana, Legon
 Accra
 Ghana
 Tel.: +233 277533090
 Email: sefad@ug.edu.gh

ANGOLA

Mrs Teodora SILVA
 1^a Vece-Presidente do Codex-Angola
 Codex –Angola
 Rua Cerqueira Lukoki
 Luanda
 Angola
 Tel: 244912511981
 Fax: 244222396745
 Email: ianorq@netangola.com;
tlourenosilva@gmail.com

Dr Maria SANAZENGE
 2^a Vece-Presidente do Codex-Angola
 Rua Commandante Gika Largo Antonio Jacinto
 Luanda
 Angola
 Tel: 244923653695
 Fax: 244222323724
 Email: Sanazenge@hotmail.com

BENIN/BÉNIN

Dr Yombo MALETE
 Directeur de l'Alimentation et de la Nutrition
 Appliquée; Secrétaire Permanent du Comité
 National du Codex Alimentarius, Point de contact
 du Codex Alimentarius
 Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la
 Pêche
 Porto Novo
 Benin
 Tel: +22990032527; +22997112020
 Email: yombomalete@yahoo.fr

Mr Richard Dedenou OUSSOU
 Chef Service Hygiene Publique
 Direction de l'Hygiene et of l'Assainissement de
 Base / Ministère de la Santé
 BP 882
 Cotonou
 Benin
 Tel: +22921339720, +22995811083
 Email: richardoussou@yahoo.fr

BOTSWANA

Ms Keolebogile SEGOMELO
 Manager Scientific Standards
 Botswana Bureau of Standards
 Private Bag BO 48
 Gaborone
 Botswana
 Tel: +267 3903200
 Fax: +267 3903120
 Email: Segomelo@bobstandards.bw

Mr Hussein H. T. TARIMO
 Principal Scientific Officer I
 Ministry of Health
 Public Health Department
 Private Bag 00269
 Gaborone
 Botswana
 Tel: +267 363 2121
 Fax: +267 3902092
 Email: htarimo@gov.bw;
hhtarimo@yahoo.co.uk

BURUNDI

Mr Mivuba ZACHARIE
 Head-Certification, Accreditation and Inspection
 Division
 Burundi Bureau of Standards and Quality Control
 Boulevard de la Tanzanie No. 500
 P.O. Box 3535, Bujumbura
 Burundi
 Tel: +25778855270
 Email: mivubazacharie2000@yahoo.fr

Mr Pierre-Claver NTIBAKIVAYO
 Conseiller Technique
 Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage
 B.P. 1850 Bujumbura
 Burundi
 Tel: (257) 77735129/22222087
 Email: mufozi2009@yahoo.fr

BURKINA FASO

Mr Saisore Dominique BAMBARA
 Nutuioniste
 Ministère de la Santé
 03 BP 7068
 Ouagadougou
 Burkina Faso
 Tel: +226 76 50 88 30
 Email: bambaradominique@yahoo.fr

Mr Moussa OUATTARA
 Agronome
 Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique, des
 Ressources Halieutiques
 DPV 01 BP: 5362 Ouagadougou 01
 Ouagadougou
 Burkina Faso
 Tel: + 226 71353315
 Email: ouattmouss@yahoo.fr

CAMEROON/CAMEROUN/CAMERÚN

Boniface Charles Booto à NGON
 General Manager
 Standards and Quality Agency
 BP 5674
 Yaounde
 Cameroon
 Tel: +237 99937621
 Fax: + 237 2222 6496
 Email: bootoangon@yahoo.fr

Mr Solomon TATAH
 Sub Director
 Department of United Nations
 Room 104, Min. of Ext. Relations
 Yaounde
 Cameroon
 Tel: +237 22210266/ 75520459
 Fax: +237 22101133
 Email: solomontatah@yahoo.com

Mr. Jean Martin ETOUNDI
 Technical Secretary No.1 Of National Codex
 Committee and Food Safety
 Sub Director of Quality and Promotion in
 Standards and Quality Agency
 P. O. Box 8186
 Yaounde
 Cameroon
 Tel+ 2377742241/ +23797143633
 Email: etoundijme@yahoo.fr

Mrs Grace Nde NINGO
 Chief of Service for Food Quality Control
 Representative
 Ministry of Public Health
 Yaounde
 Cameroon
 Tel: +237 77693186
 Email: gningo@hotmail.com

Mr POUEDOGO
 Chargé d'Etude / Industry and Commerce
 Division
 Prime Minister's Office
 BP 12876
 Yaounde
 Cameroon
 Tel: +237 99897733
 Email: pouedo@yahoo.com

Mr Médi MOUNGUI
 Deputy Permanent Representative to FAO
 Embassy of Cameroon
 Via Siracusa 4/6 00161 Rome Italy
medimoungui@yahoo.fr

Mr Martin Paul MINDJOS MOMENY
 Technical Secretary of National Codex Secretary
 National Codex Committee and Food safety
 P. O. 4404
 Yaounde
 Cameroon
 Tel: +00237 22239079
 Fax: +237 22 226496
 Email: mindjos@yahoo.fr

Mrs Garone Josiane CHOUYA TCHAKOUTE
 Contact Point of Codex
 Standards and Quality Agency
 P. O. Box 14966
 Yaounde
 Cameroon
 Tel: +237 99542384
 Fax: +237 22226496
 Email: pointfocalcameroun@yahoo.fr

Mr Urbain Noel EBANG MVE
 Secrétaire General
 Ministry of Industry, Mines & Technological
 Development
 BP 25075
 Yaounde
 Cameroon
 Tel: +237 22231973
 Fax: +237 22221973
 Email: eur2006@yahoo.fr

**CENTRAL AFRICAN
 REPUBLIC/RÉPUBLIQUE
 CENTRAFRICAINE/REPÚBLICA
 CENTROAFRICANA**

Aimé Pascal NGOUMBANGO NZABE
 Director of Plant Protection
 Ministry of Agricultural
 P. O. Box 786
 Bangi
 Central African
 Tel: + 236 75502324
 Email: ngouze@yahoo.fr

Mrs Yoyo Solange Clemence
 Directrice Commerce
 Ministère Du Commerce
 BP 1988
 Bangui
 République Centrale Africaine
 Tel: +236 75508887
 Email: solangeyoyo@yahoo.fr

**DEMOCRATIC REPUBLIC OF
 CONGO/CONGO, RÉPUBLIQUE
 DÉMOCRATIQUE /CONGO, REPÚBLICA
 DEMOCRÁTICA**

Dr Jean-Marie Yuma OLENGA
 Chief de Division Sanki Publique Vétérinaire
 Ministère de l'Agriculture
 BP 8722 – Kin I / Gombe
 Kinshasa – République Démocratique du Congo
 Tel: +243998867155
 Email: jm_olga@yahoo.fr

COMOROS/COMORES/COMORAS

Ing Faissoili Ben MOHADJI ATTOUMANE
 Directeur Général Agriculture et Environnement,
 Ile Autonome de Moheli Comores
 Direction Générale Agriculture et Environnement,
 Ile Autonome de Moheli Comores
 BP 25 Fomboni, Moheli Comores
 Union des Comores
 Tel: +2697720240; 3320040
 Email: faissoilibenmohadji@yahoo.fr

Mr Abdillahi ALI
 Chef de Service Charge de la Nutrition
 Ministère de la Santé Ile Autonome de Ngazidja
 BP 446
 Moroni
 Union des Comores
 Tel: +3338198
 Email: aissilame@yahoo.fr

CÔTE D'IVOIRE

Mr Yapo François AHOTI
 Director Standardization and Certification
 CODINORM (Côte d'Ivoire Normalisation)
 01 P. O. Box 1872 Abidjan 01
 Immeuble le Général, 5th Floor
 Abidjan
 Cote d'Ivoire
 Tel: +225 20 320 397
 Fax: +225 20 21 56 11
 Email: ahoti@codinorm.org

Dr Akpeaud Dannis Hermann HOUFFOUE
 Essential Actions in Nutrition Focal Point
 DC-PNN (Programme National de Nutrition)
 06 BP 1160 Abidjan 06
 Abidjan
 Cote d'Ivoire
 Tel: +225 07784890
 Fax: +225 20 21 84 61
 Email: houffoueta@yahoo.fr

Dr Ehousson NARCISSE
 President
 CNCA - CI
 20 BP 811
 Abidjan 20
 Côte d'Ivoire
 Tel: +225 01015596
 Email: marcehoussou@yahoo.fr

Mrs Adom née DIALLO KAMA
Agronomiste
Ministère de l'Agriculture
25 BP 1426
Abidjan26
Côte d'Ivoire
Tel: + 225 05 32 1577
Email: kama_diallo@yahoo.fr

Dr Etiegne MIAN STANISLAS
Program Manager
Helen Keller International
17 BP 1334
Abidjan
Côte d'Ivoire
Tel: +225 05101035
Fax: +225 2241109
Email: setiegne@hki.org

DJIBOUTI

Mr Mouharam FOUAD ABDALLAH
Chef de Service de Contrôle des Normes et de la
Qualité
Direction du commerce et de Normalisation
Ministère du Commerce et de L'Industrie
B.P 24
République de Djibouti
Tel: +253 82 1194
Fax: +253 35 4909
Email: marahuom@hotmail.com

ETHIOPIA / ÉTHIOPIE / ETIOPIA

Mr Ayele GEDA
Director, Testing Laboratories
Quality & Standards Authority of Ethiopia
P. O. Box 2310
Addis Ababa
Ethiopia
Tel: +251 911 614143
Fax: +251 646 0880 / 81
Email: ayele@qsae.org

Mr Wendafrash BEYECHA
Director, Inspection and Surveillance Food,
Medicine & Health Care Administration and
Control Authority
P. O. Box 15605
Addis Ababa
Ethiopia
Tel: +251 911 625843
Fax: +251 11 5521392
Email: wendm2001@yahoo.co.uk

EQUATORIAL GUINEA /GUINÉE ÉQUATORIALE / GUINEA ECUATORIAL

Dr Antonio Bonifacio MBA NDONG
Medico Veterinario
Ministerio De Agricultura & Bosques
Malabo
Guinea Ecuatorial
Tel: +222 685855
Email: ambandong@yahoo.es

Mrs Rosario MBANG MOSUY ADA.
Auxillar Veterinaria
Ministerio De Agricultura & Bosques
Malabo
Guinea Equatorial
Tel: +222277859

GABON / GABÓN

Miss Colette Lydie AMBONGUILAT
Directeur du Centre National de Nutrition
Ministère de la Santé
Membre du Comité National du Codex
Alimentarius
BP 12322
Libreville
Gabon
Tel: +241 07355698
Email: clauy75@yahoo.fr

Dr Mesmin NDONG BIYOO
President
Comité National Codex
BP – 2246
Libreville
Gabon
Tel: +241 07 252751
Email: ndong_ndong@yahoo.fr

Mrs. Blanche Emilienne OBAME
 Secrétaire et Point Focal
 Comite National Codex
 BP 8704
 Libreville
 Gabon
 Tel: + 24106067215
 Email: mezouebianche@yahoo.fr

GHANA

Mr John Odame-Darkwah
 Ag. Deputy Chief Executive
 Food and Drugs Board
 P. O. Box CT 2783
 Cantonment-Accra
 Ghana
 Tel: +233 277 450901
 Email: jodamedarkwa@fdbghana.gov.gh

Dr P. N. T. JOHNSON
 Director, Food Research Institute – CSIR
 Food Research Institute
 P. O. Box M 20
 Accra
 Ghana
 Email: pntjohnson@fri.csir.org.gh

Dr.Sharon AFFRIFAH
 Regional Regulatory & Scientific Affairs
 Manager
 Nestle Central and West Africa Ltd
 P.M.B KIA 32
 Airport-Accra
 Ghana
 Tel: +233 244 339795
 Fax: + 233 0302 774886
 Email: Sharon.affrifah@gh.nestle.com

Mr Kwamina Van-Ess
 Lead Consultant
 Kwamina Van-Ess & Associates
 P. O. Box AC 181, Art Centre
 Accra
 Ghana
 Tel: +233 244 653167
 Email: kwaminav@yahoo.com

Dr Kwame AMEZAH
 Director
 Ministry of Food and Agriculture
 Department of Extension
 P. O. Box M 37
 Accra
 Ghana
 Tel: +233 243162117
 Email: kamezah@hotmail.com

Dr Francis KUNADU-AMPRATWUM
 Deputy Director
 Veterinary Services Department
 P. O. Box M161
 Accra
 Ghana
 Tel: +233 (0) 302 775377
 Fax: +233 (0) 302 776021
 Email: kunaduampratwumfrancis@yahoo.com

Mr Samuel Duodu MANU
 Regional Director
 Fisheries Commission
 M. O. F. A.
 P. O. Box KF 8
 Koforidua
 Ghana
 Tel: +233 244571903
 Fax: + 233 034 2026585
 Email: sdmanu@yahoo.com

Mr Wisdom K. Selorm AGBEMAVOR
 Scientific Officer
 Ghana Atomic Energy Commission (GAEC)
 D.F.S.P.P., BNARI Ghana Atomic Energy Comm.
 P. O. Box LG 80
 Legon-Accra
 Ghana
 Tel: +233 020 820 4488
 Fax: 233 030 240 0807
 Email: wakselorm@hotmail.com

Mrs Milly Ezeria KYOFA-BOAMAH
 Deputy Director
 Ministry of Food and Agriculture / Plant
 Protection & Regulation Services Directorate
 P. O. Box M 37
 Accra
 Ghana
 Tel: +233 0208120721
 Email: mkyofaboamah@yahoo.co.uk

Mrs Felicia ANSAH-AMPROFI
 Deputy Director
 Pesticide and Fertilizer Reg. Division
 Plant Protection and Regulatory Service
 Directorate – MOFA
 P. O. Box M37
 Accra
 Ghana
 Tel: +233 0244 95 1912
 Email: famprog@yahoo.co.uk

Mr Frederick AYE
 Vice President
 Consumers Association of Ghana
 P. O. Box TF 81
 Trade Fair
 Accra
 Ghana
 Email: usdghana@gmail.com

Mrs Audrey ESSILFIE
 Regulatory & Scientific Affairs Manager
 Nestlé Ghana Ltd
 PMB, KIA
 Accra
 Ghana
 Tel: + 233 (0) 544 335 484
 Fax: +233 (0) 302 50119516
 Email: audrey.essilfie@gh.nestle.com

Mr Raphael KUWORNU
 Compliance Officer
 Nestlé Ghana Ltd
 PMB, KIA
 Accra
 Ghana
 Tel: + 233 (0) 303 304181
 Email: raphael.kuwornu@gh.nestle.com

Dr Betty AMOA
 Senior Lecturer
 University of Ghana
 Department of Nutrition and Food Science
 P. O. Box 134
 Legon-Accra
 Ghana
 Tel: + 233 0246817525
 Email: bamo@yahoo.co.uk

Mrs Eunice ADAMS
 Director
 WIAD, Ministry of Food and Agriculture
 P. O. Box M37
 Accra
 Ghana
 Tel: +233 0288 227724
 Email: uqadams@hotmail.com

Mr Samuel Nii QUARCOO
 C. E. O.
 Quarcoo Initiatives
 P. O. Box TF 313
 Trade Fair-Accra
 Ghana
 Tel: +233 0287010438
 Email: quarcooil@yahoo.com

Dr Samuel LOWOR
 Senior Research
 Cocoa Research Institute of Ghana
 P. O. Box 8
 New Tafo
 Ghana
 Tel: +233 243889880
 Fax: +233 0277900029
 Email: Slowor2@yahoo.co.uk

Mrs Nana Benyiwa ACKOM
 Lecturer
 Department of Food Process Engineering
 University of Ghana
 Legon-Accra
 Ghana
 Tel: +233 27 514 2218
 Email: newusie@yahoo.co.uk

Mr Eugene ADARKWA-ADDAE
 Ag. Director Standards
 Ministry of Trade and Industry
 P. O. Box MB 47
 Accra
 Ghana
 Tel: +233 244 690703
 Email: eadarkwaaddae@yahoo.co.uk

Mrs Rosetta ANNAN
 Member
 National Codex Committee Ghana
 P. O. Box KD 769
 Kanda-Accra
 Ghana
 Tel: 233 302 91 1142
 Email: victorannan@gmail.com

Miss Mildred Naa Ayele MENSAH
 CEO
 Milmen Consult
 F2 Manet Cottage (DTD)
 Baatsonaa (SKM)
 Accra
 Ghana
 Tel: +233 277601498
 Email: mildemencon@yahoo.com

Mr Kwame ASAMOAH-OKYERE
 Head, Biosafety Unit
 Food and Drugs Board
 P. O. Box CT 2783
 Accra
 Ghana
 Tel: + 233 020 8184188
 Email: kwamedei@hotmail.com

Mr Stephen ADU YEBOAH
Regulatory Officer
Food and Drugs Board
P. O. Box CT 2783
Cantonment-Accra
Ghana
Tel: +233 261904263
Fax: + 233-302 229794
Email: sayeboah@gmail.com

Mrs Gloria ODOI
Regulatory Officer
Food and Drugs Board
P. O. Box CT 2783
Accra
Ghana
Tel: +233 277412912
Fax: +233 302 229794
Email: djoppus@yahoo.com

Ms Maria LOVELACE-JOHNSON
Head, Food Safety Management Unit
Food and Drugs Board
P. O. Box CT 2783
Accra
Ghana
Tel: +233 020 8115619
Fax: +233 302 229794
Email: mariluv2004@hotmail.com

Mrs Paulina ANFU
Head, Food Evaluation & Registration Unit
Food and Drugs Board
P. O. Box CT 2783
Accra
Ghana
Tel: +233 026 4588067
Fax: +233 302 229794
Email: plnanfu@yahoo.ie

Mrs Isabella AGRA
Head, Food Safety & Nutrition Department
Food and Drugs Board
P. O. Box CT 2783
Accra
Ghana
Tel: +233 0244 337249
Fax: +233 302 229794
Email: isabelmansa@yahoo.com

Mrs Wilhelmina QUARCOOPOME
Regulatory Officer
Food and Drugs Board
P. O. Box CT 2783
Accra
Ghana
Tel: +233 0244674246
Email: tata4gh@yahoo.com

Mr Seidu UMARU
Regulatory Officer
Food and Drugs Board
P. O. Box CT 2783
Accra
Ghana
Tel: +233 0244 523341
Fax: +233 302 229794
Email: umarusei@yahoo.co.uk

Mr John ODAI-TETTEY
Regulatory Officer
Food and Drugs
P. O. Box CT 2783
Cantonment – Accra
Ghana
Tel: +233 244 747263
Email: odaitetty@yahoo.ca

Mr George PENTSIL
Senior Officer
Food Drugs Board
P. O. Box CT 2783
Cantonment – Accra
Ghana
Tel: + 233 244 927 127
Email: gpeegh@yahoo.com

Dr Charles TORTOE
Senior Research Scientist
CSIR – FRI
P. O. Box M 20
Accra
Ghana
Tel: +233 243 241801
Email: ctortoe@yahoo.co.uk

Mr Sam ADU-KUMI
Deputy Director
Environmental Protection Agency
P. O. Box MB 326
Accra
Ghana
Tel: +233 244 635213
Email: adukumi@yahoo.com

Mrs Felica ANSAH-AMPROFI
Deputy Director
Plant Protection & Regulatory Services
Directorate (MOFA)
P. O. Box M 37
Pokuase, Accra

Prof Esther SAKYI – DAWSON
Associate Professor
University of Ghana, Nutrition Food Science
Department
P. O. Box LG 134
Legon-Accra
Ghana
Tel: +233 24 43 67 242
Email: esakyid@ug.edu.gh

Dr Oppong DWAPANYIN
Senior Research Officer
Cocoa Research Institute
P. O. Box 8
New Tafo – Akim
Ghana
Tel: +233243211271
Email: adwapanyin@yahoo.com

Mr Augustine DONKOR
Senior Lecturer
University of Ghana, Department of Chemistry
Accra
Ghana
[Tel:+233 26 5005073](tel:+233265005073)
Email: adonkor@ug.edu.gh

Mr Cheetham MINGLE
Head, Food Chemical Laboratory
Food and Drugs Board
P. O. Box CT 2783
Cantonment-Accra
Ghana
Tel: +233 244080 666
Email: tawa_gh@yahoo.com

Mr Kwame Dei ASAMOAH-OKYERE
Head, Biosafety Unit
Food and Drugs Board
P. O. Box CT 2783
Accra
Ghana

Dr Kafui KPODO
Deputy Director
Food Research Institute
P. O. Box M 20
Accra
Ghana
Tel: + 244 650635
Email: kpodofri@ghana.com

Dr Ferdinand D. TAY
President
Consumers Association of Ghana
GITFC
P. O.Box TF 81
Accra
Ghana
Tel: +233 20 811 9966
Email: consumersghana@yahoo.com

Mrs Janet Ama Amissah TETTEH
Regulatory Officer II
Food and Drugs Board
P. O.Box CT 2783
Cantonment
Ghana
Tel: +233 243 487932
Email: jamissahetteh@yahoo.co.uk

Ms Catherine GORDOR
Export Development Officer
Ghana Export Promotion Council
P. O. Box M 146
Accra
Ghana
Tel: +233244 705866
Fax: + 233 677256
Email: kesinam26@yahoo.com

Zakari Abdallah KHALIFA BANDA
Head of Services
Ghana Export Promotion Council
P. O. Box M 146
Accra
Ghana
Tel: +233 302 689889
Email: bandazuk@yahoo.co.uk

Prudence ASAMOAH-BONTI
Head, Food and Material Standards
Ghana Standards Board
MB 245
Accra
Ghana
Tel: +233244 361848
Email: dencycal@yahoo.com

Dr Bashiru BOI KIKIMOTO
Deputy Director – Public Health
Veterinary Services
P. O. Box M 161
Accra
Ghana
Tel: +2333 244 289782
Email: boikikimoto@yahoo.com

Mr Stephen Adu YEBOAH
 Regulatory Officer
 Food and Drugs Board
 P. O. Box CT 2783
 Accra
 Ghana
 Tel: +233 261 904263
 Email: sayeboah@gmail.com

Mr Ebenezer Kofi ESSEL
 Head, Food Inspectorate
 Food and Drugs Board
 P. O. Box CT 2783
 Cantonment
 Ghana
 Tel: +233244 655943
 Email: kooduntu@yahoo.com

Mr John DEFOR
 Policy Research Officer
 Association of Ghana Industries
 P. O. Box AN 8624
 Accra
 Ghana
 Tel: 23330277023/4
 Email: jdefor@agighana.org

Mr Mustapha Tawiah KUMAH
 Ag. Director of Standards
 Ghana Standards Board
 P. O. Box MB 245
 Accra
 Ghana
 Tel: +233 302 501937
 Fax: +233 302500231
 Email: mkumah@gsb.gov.gh

Mr Vesper SUGLO
 Director
 Ministry of Food & Agriculture-PPRSD
 P. O. Box M 37
 Accra
 Ghana
 Tel: +244 388275
 Email: jackvesper@yahoo.com

Dr Nicholas A. de Heer
 Retired Consultant in Public Health & Nutrition
 First Vice-Chairman
 Joint FAO/WHO Codex Alimentarius
 Representing Africa, Asia & Latin America
 (1972)
 P. O. Box KD 385
 Kanda-Accra
 Ghana
 Tel: +233 302 776627 / 20 6763737
 Email: deheer1930@yahoo.com

Mr Robert Akwasi Kwakye NKETIA
 Association of Ghana Industry
 P. O. Box AN 8624
 Accra
 Ghana
 Tel: +233 2624815 / 020 2017474 / 0322061597
 Email: raktiaholdings@yahoo.com

Mr Gustav E. QUAYSON
 Director, Communication
 Consumer Protection Agency
 P. O. Box CT 5356
 Accra
 Ghana
 Tel: +233 248 550099
 Email: stav25@yahoo.co.uk

GUINEA-BISSAU/GUINÉE-BISSAU

M. Julio Malam INJAI
 Point Focal
 Comite National du Codex Alimentarius
 Ministère de l'Agriculture et du developpement
 Rural
 Bisau BP 844
 Gunee-Bissau
 +2456621182
 Email: jumain2010@live.com;
codexgw@yahoo.br

Mr Soares Faustino VAZ
 Directeur Du Service of Normalisation
 Ministère Du Commerce, Industrie, Tourisme et
 Artisanat
 P. O. Box 269
 Bissau
 Guinea-Bissau
 Tel: +002456978601
 Email: soaresvazf@yahoo.com.br

Mr José Mora N'SUM-NE
 Responsable de Infon Commun. Du CNCA
 CDEDA/MAOR
 BP-71-Bissau-Rue-Ex-QG
 Bissau
 Guiné-Bissau
 Tel: +245 669145
 Email: nsumne@hotmail.com

GUINEA/GUINÉE

Mme Hadja-Minté CISSÉ
 Directrice Générale
 Institut Guinéen de Normalisation Et
 De Métrologie
 Ministère de l'Industrie et des PME
 BP 1639
 Conakry
 Guinée
 Tel: +224 60 29 95 39
 Email: mintecisse@yahoo.fr

Mr. Jean-Luc FABER
 Chef Division Gestion des Pesticides et de
 Agrements Professionnels
 Ministère de L'Agriculture
 Service National Protection des Vegetaux
 Et des Denrees Stockees
 Conakry
 Guinée
 Tel: +224 60553676
 Email: elsabang@yahoo.fr

Mrs Diallo AISSATOU BOBO
 Chef Section Études et Statistiques
 Ministère Industrie et des, PME
 BP 468
 Conakry
 Guinée
 Tel: +224 60546678
 Email: diallo.aissatoubobo@yahoo.fr

KENYA

Mrs Eva ODUOR
 Director-Standards Development & International
 Trade
 Kenya Bureau of Standards
 54974 Popo Road off Mombasa Road behind
 Belleview
 Nairobi
 Kenya
 Tel: +25402605490
 Fax: +25402609660
 Email: info@kebs.org/oduore@kebs.org

Dr Moses GICHA
 Deputy Director of Veterinary Services
 Department of Veterinary Services
 P. O. Private Bag
 Kangemi-Nairobi
 Kenya
 Tel: +254 733557134
 Email: medwrin@yahoo.com

Mrs Alice ONYANGO
 Manager-Kenya Codex Contract Point
 Kenya Bureau of Standards Code: 00200
 54974 00200 Popo Road off Mombasa Road
 behind Belleview
 Nairobi
 Kenya
 Tel: +25402605490
 Fax: +25402609660
 Email: akothe@kebs.org/info@kebs.org /
dereda.oyangol@gmail.com

Ms Grace MUCHEMI
 Assistant Manager
 Analytical Services
 Pest Control Products Board
 P. O. Box 13794-00800
 Nairobi
 Kenya
 Tel: +254-20-4446115
 Fax: +254 20 4449072
 Email: md@pcpb.or.ke, gmuchemi@pcpb.or.ke

Mrs Anne NJOROGE
 Assistant Director
 Ministry of Agriculture
 P. O. Box 30028-00100
 Nairobi
 Kenya
 Tel: ++254722825365
 Email: wanjrogen@yahoo.com

Miss Lucy NAMU
 Chief Analytical Chemist
 Kenya Plant Health Inspectorate Service
 P.O. Box 49592, 00100, GPO, Oloolua Ridge,
 Off Ngong Road
 Nairobi
 Kenya
 Tel: +254-3536171
 Fax: + 254-3536175
 Email: lnamu@kephis.org

LESOTHO

Miss Palesa LESOLI
 Regional Food and Nutrition Coordination
 Private Bag A 78
 Maseru 100
 Lesotho
 Tel: 266 58029630
 Fax: 266 22322179
 Email: plesoli@rediffmail.com

Dr Tabitha Masentle SEEISO
 Director Veterinary Public Health & Food Safety
 Ministry of Agriculture & Food Security
 Private Bag A 82
 Department of Livestock Services
 Maseru 100
 Lesotho
 Tel: +266 22317284
 Fax: +266 22311500
 Email: seeisotabitha@yahoo.com

Mr Motjoka Azael MAKARA
 Principal Standards Officer
 Ministry of Trade & Industry, Cooperative &
 Marketing
 P. O. Box 747
 Maseru 100
 Lesotho
 Tel: +266 22322113
 Email: lessqa@leo.co.ls

LIBERIA

Mr Sei Wonkemie GAHN
 Assistant Minister for Industry
 Ministry of Commerce and Industry
 P. O. Box 9041
 Monrovia
 Republic of Liberia
 Tel: +231-6512488
 Email: wonkemie532002@yahoo.com

MADAGASCAR

Mr Ramiandrisoa BERNARDIN
 Directeur de la Concurrence et de la Protection
 des Consommateurs
 Ministère du Commerci
 Lot ITR 75 bis Andranonahoatra
 Antananarivo
 Madagascar
 Tel: +261331229676
 Email: dnq.snor@moov.mg /
dcpc@commerce.gov.mg

MALAWI

Mr Fred SIKWESE
 Acting Deputy Director General
 Malawi Bureau of Standards
 P. O. Box 946
 Blantyre
 Malawi
 Tel: +2651870488
 Fax: +265 1870756
 Email: fsikwese@mbsmw.org

Dr Bernard CHIMERA
 Deputy Director
 Ministry of Agriculture and Food Security
 Department of Animal Health and Livestock Dev
 P. O. Box 2096
 Lilongwe
 Malawi
 Tel: +265 999 315 766
 Fax+ 265 1 751 349
 Email: bernard.chimera@yahoo.com

Mrs Martha MAIDENI
 Standards Manager
 Malawi Bureau of Standards
 P. O. Box 946
 Blantyre
 Malawi
 Tel: + 265 1 870 488
 Fax: +265 1 870 756
 Email: marthamaideni@mbsmw.org

MALI /MALÍ

Prof Boubacar Sidiki CISSE
 Président du Comite National du Codex
 Agence Nationale de la Sécurité Sanitaire des
 Aliments
 Centre Commercial Rue 305 Quartier du Fleuve
 BPE : 2362
 Bamako
 Mali
 Tel: +223 66751815
 Fax: 223 20220747
 Email: bcisse@ml.refer.org

Dr Sékouba KEITA
 Chef de la division Appui Scientifique et
 Technique à l'Elaboration de la Réglementation et
 Documentation
 Agence Nationale de la Sécurité Sanitaire des
 Aliments
 Centre Commercial Rue 305 Quartier du Fleuve
 BPE : 2362
 Bamako
 Mali
 Tel: +22379156031
 Fax: +22320220747
 Email: sekokake@yahoo.fr

Dr Youssouf KONATE
 Directeur General
 Agence Nationale de la Sécurité Sanitaire des
 Aliments
 Centre Commercial Rue 305 Quartier du Fleuve
 BPE : 2362
 Bamako
 Mali
 Tel: +223 66722556
 Fax: +22320220747
 Email: youkona@yahoo.fr>

Mr Mahmoud Abdoul CAMARA
 Chargé du Service Central de Liaison du Codex
 pour le Mali
 Agence Nationale de la Sécurité Sanitaire des
 Aliments
 Centre Commercial Rue 305 Quartier du Fleuve
 BPE: 2362
 Bamako
 Mali
 Tel: +223 79293458
 Fax: +22320220747
 Email: camara27@hotmail.com

Dr Sory SANGARE
 Regulatory and Scientific Affairs Manager
 Nestlé Mali
 BP: E3414
 Bamako
 Mali
 Tel: +223 79204605
 Fax: + 223 20211580
 Email: sory.sangare@ml.nestle.com

MAURITANIA /MAURITANIE

Dr Brahim Elkory MOHAMED
 Directeur Institut National de Recherches en Santé
 Publique, Point Focal National Codex
 Ministère de la Santé
 Avenue Gemal Abdennasser BP : 695
 Nouakchott
 Mauritania
 Tel: +22245 25 31 34
 Fax: +22245 29 26 45
 Email: melkory69@yahoo.fr

MOROCCO/MAROC/MARRUECOS

Miss Khadija ARIF
 Cadre à la Division de la Réglementation et la
 Normalisation Secrétariat du CNC/Point de
 contact Codex
 Office National de Sécurité Sanitaire des Produits
 Alimentaires
 ONSSA, Avenue hadj Ahmed Cherkaoui Agdal
 Rabat – Maroc
 Rabat
 Maroc
 Tel: +212537676618
 Fax: +212537682049
 Email: Khad32@yahoo.fr

Mrs Imane QUAADIL
 Head of Mission
 P. O Box C11
 Accra
 Ghana
 Email: ambassade.maroc.ghana@gmail.com

NIGERIA/NIGÉRIA

Abiola KOMOLAFE
 Deputy Director
 Standards Organization of Nigeria
 52, Lome Crescent, Wuse Zone 7
 Abuja
 Nigeria
 Tel: +2348023288411
 Fax: +2345239353
 Email: abikomos@yahoo.com

Mrs Jane OMOJOKUN
 Deputy Director
 National Agency for Food & Drug Administration
 and Control (NAFDAC)
 3/5 Oshodi – Apapa Express Way, Oshodi
 Lagos
 Nigeria
 Tel: +2348033338184
 Email: omojokum.j@nafdac.gov.ng

Dr Ademola MAJASAN
 Assistant Director
 Federal Ministry of Agriculture & Rural
 Development, FCDA Secretariat
 Area 11, Garki
 Abuja
 Nigeria
 Email: demmyjash@yahoo.com

Mr Abimbola ADEGBOYE
 Assistant Director
 National Agency for Food & Drug Administration
 and Control (NAFDAC)
 3/5 Oshodi – Apapa Express Way, Oshodi
 Lagos
 Nigeria
 Tel: +2348053170810
 Email: bimbostica@yahoo.com;
adegboye.a@nafdac.gov.ng

Mrs Magaret ESHIETT
 Deputy Director
 Standards Organization of Nigeria
 ¾ Victoria Arobieke Street, Lekki Phase II,
 Victoria Island
 Lagos
 Nigeria
 Tel: +2348023179774
 Fax: +2345239353
 Email: megescitt@yahoo.com

Mr Fred CHIAZOR
 Chairman, Technical Committee
 Association of Food, Beverages and Tobacco
 Employers (AFBTE)
 16, Gerald Road, Ikoyi
 Lagos
 Nigeria
 Tel: +2348035352226
 Email: fchiazor@afr.ko.com

Mrs Margaret OLELE
 Director Ass. Public Affairs
 Pfizer Specialists
 11A Osborne Rd, Ikoyi
 Lagos
 Nigeria
 Tel: +234 7064187879
 Email: Margaret.olele@pfizer.com

NIGER/ NÍGER

Dr Moussa BOUREIMA
 Chef Bureau de qualité et Innocuité des aliments
 Ministère de la Santé Publique
 Direction de la Nutrition
 BEP – 623
 Niamey
 Niger
 Tel: +96 87 1982
 Email: boureima_moussa@yahoo.fr

Mme Hassane Hamidou Aissatou CISSE
 Chef Service Alimentation Nutrition
 Ministère de l'Agriculture et Élevage
 Direction de l'Agriculture
 BP 323
 Niamey
 Niger
 Tel: +227 96969423
 Email: boureima_moussa@yahoo.fr

RWANDA

Athanasie MUKESHIYAREMYE
 Head, Standards Unit
 Rwanda Bureau of Standards
 P.O. Box 7099
 Kigali
 Rwanda
 Tel: +250788483488
 Fax: +250583305
 Email: Mukesh_atha@yahoo.fr

SENEGAL/SÉNÉGAL

Mr Alhousseynou Doctar HANNE
 Chef De Bureau Gestonnaire du PNI/SPS
 Ministère de l'Agriculture / DPV
 BP 20054 Thiaroye
 Dakar
 Senegal
 Tel+ 221 776407517
 Fax+ 221 338 34 2854
 Email: almhanne@yahoo.fr
almhanco@hotmail.com

Mrs Tobe HONTEYE
 Point Focal Codex
 Ministère Santé et Prévention
 4024-Rue Aimé Césaire Fann
 Dakar
 Senegal
 Tel: +221 33 869 4307
 Fax: 221 33 869 42 06
 Email: houllytobe@yahoo.fr

SOMALIA/SOMALIE

Dr Noor MOHAMED NOOR
 Head of Food and Drug QC
 Ministry of Health
 Garowe, Puntland
 Somalia
 Tel: +25290-793526
 Email: somaliacodex@gmail.com

**SOUTH AFRICA/AFRIQUE DU
SUD/SUDÁFRICA**

Mr Malose Daniel MATLALA
Deputy Director: Inter-Agency Liaison &
Regulatory Nutrition
Food Control (National Codex Contact Point)
Department of Health
Private Bag X 828
Pretoria
South Africa
Tel: +27 123958789
Fax: +21 123958854
Email: CACPSA@health.gov.za

Mr Deon JACOBS
Principal Inspector
National Regulator for Compulsory Specifications
14 B Railway Road, Montague Gardens
Cape Town
South Africa
Tel: +27 21 5263400
Fax: +2721 5263451
Email: jacobsdc@nrsc.org.za

SWAZILAND

Ms. Dudu DUBE
Principal Environmental Health Officer
Ministry of Health
Box 5
Mbabane
Swaziland
Tel: +268 766 29280
Fax: +268 404 7420
Email: duduzdube@yahoo.co.uk

**UNITED REPUBLIC OF
TANZANIA/TANZANIE,
RÉPUBLIQUE-UNIE DE/TANZANIA,
REPÚBLICA UNIDA DE**

Dr Claude John Shara MOSHA
Chief Standards Officer
Head Agriculture and Food Section
Codex Contact Point Officer
Tanzania Bureau of Standards
Ubungo Area
Morogoro Road/Sam Nujoma Road
P. O. Box 9524
Dar es Salaam
Tanzania
Tel: +255 713 324 495/765 087 187
Fax: 255 222450959
Email: claudemosha@tbstz.org,
cjmoshar@yahoo.co.uk

Mr Justin Daniel MAKISI
Manager, Food Inspection and Enforcement
Tanzania Food and Drugs Authority
Mabibo External
Mandela Road
P. O. Box 77150
Dar Es Salaam
Tanzania
Tel: +255 784808112
Fax: +255 22 245 0793
Email: jmakisi@yahoo.com

Mr Elias Maiga CHINAMO
Assistant Director
Ministry of Health and Social Welfare
P. O. Box 9083
D'salaam
Dar-Es-Salaam
Tanzania
Tel: +255 784 831623
Fax: +255 22 2130806
Email: chinamoebm@yahoo.co.uk

Mr Ayoub MNDEME
Agricultural Attaché
Embassy of Tanzania
Rome
Email: amndeme@yahoo.com

Dr Martin KIMANYA
Scientific Manager Food Evaluation
Tanzania Food & Drugs Authority
Mandela Road
P. O. Box 77150
Dar Es Salaam
Tanzania
Tel: +255 754317687
Fax: +255 22 2450793
Email: makimanya@yahoo.co.uk,
martin.kimanya@tfda.or.tz

TOGO

Dr Kobou ABOTCHI
Chef Section Produits Halieutegus Ministère de
l'Agriculture de l'Élevage, et de la Pêche
BP 4041
Lomé
Togo
Tel: +228 221 3645 / 228 904 9065
Email: kouabotch@hotmail.com

Dr Tchala KAZIA
 Codex Contact Point
 Ministry of Agriculture
 P. O. Box 1163
 Lomé
 Togo
 Tel: +2289023325 / 228 225 41
 Fax: 228 2251558
 Email: kaziatchala@yahoo.fr

UGANDA/UGANDA

Mr Samuel BALAGADDE
 Manager, Imports Inspection
 Uganda National Bureau of Standards
 P. O. Box 6329
 Kampala
 Uganda
 Tel: +256 414 534357
 Fax: + 256414534349
 Email: samuel.balagadde@unbs.go.ug

Mr Patrick SEKITOLEKO
 Manager International Liaison
 Uganda National Bureau of Standards
 P. O. Box 6329
 Kampala
 Uganda
 Tel: +256 414 2223679
 Fax: +256 414 286123
 Email: patrick.ssekitoleko@unbs.go.ug

VICE CHAIRPERSON OF THE COMMISSION

Dr Ben Manyindo
 Deputy Executive Director
 Uganda National Bureau of Standards
 P. O. Box 6329
 Kampala
 Uganda
 Tel: +256 414 222 367 / 9
 Fax: +256 414 256 123
 Email: ben.manyindo@unbs.go.ug

ZAMBIA /ZAMBIE

Dr Gift MUNTHALI
 Senior Veterinary Officer
 Department of Veterinary & Livestock
 Development,
 Ministry of Livestock & Fisheries Development
 P.O. Box 50060
 Lusaka
 Zambia
 Tel: +260977427785
 Fax: +260211252608
 Email: munthali-g@yahoo.com

Dr Maputa Agnes KAMULETE
 Veterinary Officer – Public Health
 Ministry of Livestock & Fisheries
 P.O. Box 50060, RW Lusaka
 Lusaka
 Zambia
 Tel: +260977805930
 Fax: +260211252608
 Email: makamulete@yahoo.com

Mr Delphin M. KINKESE
 Chief Environmental Health Officer
 Food Safety and Occupational Health
 Ministry of Health
 P. O. Box 30205
 Lusaka
 Zambia
 Tel: +260211253040/5
 Fax: +26021123344
 Email: dmkinkese@gmail.com

Mrs Margaret Lwenje LUNGU
 Standards Manager
 Zambia Bureau of Standards
 P. O. Box 50259
 Lusaka
 Zambia
 Tel: +260 211 231385/227075
 Fax: +260 211 238483
 Email: mlungu@zabs.org.zm

Mrs Margaret SAKALA MAZHAMO
 Consultant / Public Analyst
 Ministry of Health / Food and Drugs Control
 Laboratory
 P. O. Box 30138
 Lusaka
 Zambia
 Tel: +0977853766
 Fax: +2601252875/253344
 Email: mazhamoms@yahoo.com

ZIMBABWE

Mr Fredy CHINYAVANHU
Deputy Director – Food Control
Ministry of Health
P.O. Box CY 231, Causeway
Harare
Zimbabwe
Tel: +263712875435, +263772426084
Fax: +2634705261
Email: fchinyavanhu@healthnet.org.zw

Mr Huggine SHOKO
Quality Manager
Government Analyst Laboratory
P.O. Box CY231, Causeway
Harare
Zimbabwe
Tel: +2634792026/7, 263775338669
Email: hshoks@yahoo.com

**OBSERVER COUNTRIES
PAYS OBSERVATEURS****EUROPEAN UNION (MEMBER
ORGANIZATION) –
UNION EUROPÉENNE (ORGANISATION
MEMBRE)**

Mr Risto HOLMA
Administrator
European Commission
1041 Brussels
Belgium
Tel: +32 2 2998683
Email: risto.holma@ec.europa.eu

**UNITED STATES OF AMERICA/
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE**

Mr Kenneth LOWERY
International Issues Analyst
U.S. Codex Office
1400 Independence Ave S.W. Room 4861
Washington DC
United States
Tel: +202 690 4042
Fax: +202 720 3157
Email: Kenneth.lowery@fsis.usda.gov

Ms. Renee HANCHER
Standards Coordinator, Market Access &
Compliance
United States Department of Commerce,
International Trade Administration
1401 Constitution Ave, N.W.
Washington, D.C. 20230
USA
Tel: 2024823493
Fax: 2024825939

Ms Karen BURRESS
International Trade Specialist
United States Department of Commerce
International Trade Administration
1401 Constitution Ave, N.W.
Washington, D.C 20230
USA
Tel: +202-482-5149
Fax: +202-482-5198
Email: Karen.Burress@trade.gov

**INTERNATIONAL ORGANIZATIONS/
ORGANISATIONS INTERNATIONALES****AFRICAN UNION/UNION AFRICAINE**

Dr Jean Gerard MEZUIM'ELLA
Director of Inter-African Phytosanitary Council of
the African Union (AU-IAPSC)
Department of Rural Economy & Agriculture
(DREA)
BP 4170 Yaounde
Cameroon
Tel: + 237 22211969
Email: au_cpi@au.appo.org

**WORLD TRADE ORGANIZATION
ORGANISATION/ MONDIALE DU
COMMERCE**

Ms Marlynne HOPPER
Economic Affairs Officer
Standards and Trade Development Facility
Rue de Lausanne 154
Geneva 1211
Switzerland
Tel: +4122 739 6539
Fax: + 41 22 739 5760
Email: marlynne.hopper@wto.org

**INTERNATIONAL FEDERATION FOR
ANIMAL HEALTH/FÉDÉRATION
INTERNATIONALE POUR
LA SANTÉ ANIMALE**

Olivier ESPEISSE
Vétérinaire Responsable
International Federation for Animal Health
1 rue Defacqz
Brussels
Belgium
Tel: +33 1 55 49 35 35
Email: espeisse_olivier@lilly.com

**INTERNATIONAL COUNCIL OF
BEVERAGE ASSOCIATIONS [ICBA)**

Mrs Sibongile CHIUMYA
SRA Manager
The Coca-Cola Company
9 Junction Avenue Parktown
Johannesburg
South Africa
Tel: +27 11 644 0544
Email: schiumya@afr.ko.com

Ms Jemimah MAMBALA
SRA Manager
The Coca-Cola Company
Kilimanjaro Road, Upper Hill
Nairobi
Kenya
Tel: +254 20 3253518
Email: jmambala@afr.ko.com

FAO

Ms Catherine BESSY
Food Safety & Quality Officer
Nutrition and Consumer Protection Division
Food and Agriculture Organization
Via delle Terme di Caracalla
00153 Rome
Italy
Tel.: +39 06 5705 3679
Fax: +39 06 5705 4593
Email: catherine.bessy@fao.org

Ms Giorgia VICOLO
APO – Associate Professional on Food Safety
FAO/Regional Office for Africa
Accra
Email: giorgia.nicolo@fao.org

WHO

Dr Angelika TRITSCHER
Scientist
World Health Organization
Ave Appia 20
Geneva
Switzerland
Tel: +41227913569
Fax: +41227914807
Email: tritschera@who.int

Dr Patience MENSAH
Regional Advisor for Food Safety and
Coordinator, Food Safety and Nutrition Unit
WHO Regional Office for Africa
BP 06 Brazzaville
Republic of Congo
Tel.: + 47 241 39775
Fax: + 47 241 39501/3
Email: mensahp@afro.who.int

Mrs Akosua Takyiwaa KWAKYE
Program Officer/Nutrition & Food Safety
World Health Organization
29 Volta St.
P.O. Box MB 142
Tel.: +233 24 33 16 706
Accra
Ghana
Email: kwakyea@gh.afro.who.int

**GHANAIAN SECRETARIAT/
SECRÉTARIAT GHANÉEN**

Ms Joyce OKOREE
Codex Contact Point Officer
Ghana Standards Board
P.O. Box MB-245
Accra
Ghana
Tel.: +233 302 501 937
Fax No: +233 302 500 092
Email : codex@gsb.gov.gh

Mr John OPPONG-OTOO
Codex Contact Point Officer
Ghana Standards Board
P.O. Box MB 245
Accra.
Ghana
Tel.: +233 302 501937
Fax: +233 302 500092
Email: codex@gsb.gov.gh

**CODEX SECRETARIAT/SECRETARIAT DU
CODEX**

Ms Verna CAROLISSEN
Food Standards Officer
Joint FAO/WHO Food Standards Programme
Food and Agriculture Organization (FAO)
Viale delle Terme di Caracalla
00153 Rome
Italy
Tel.: +39 06 5705 5629
Fax: +39 06 5705 4593
Email: verna.carolissen@fao.org

Ms Selma DOYRAN
Secretary, Codex Alimentarius Commission
Joint FAO/WHO Food Standards Programme
Food and Agriculture Organization (FAO)
Viale delle Terme di Caracalla
00153 Rome
Italy
Tel.: +39 06 5705 5629
Fax: +39 06 5705 4593
Email: selma.doyran@fao.org